

Équipe de gestion

François FREYSSINIER

COMMENTAIRE DE GESTION

Aux États-Unis, le début du mois d'août a vu un net recul des principaux indices mondiaux (2,5 % pour le Nasdaq, 2,1 % pour le S&P 500 et 1,9 % pour le Dow Jones le lundi 5 août) à la suite des chiffres de l'emploi qui ont surpris négativement (taux de chômage à 4,3 % et Non Farm Payroll à 114K) laissant planer la possibilité d'une récession. Malgré cette frilosité des investisseurs, les indices sont repartis à la hausse au cours du mois, effaçant la déconvenue de ce lundi noir (0,73%, 2,4 % et 2,03% en total return respectivement pour le NASDAQ, le S&P 500 et le Dow Jones). Les chiffres d'emploi et d'inflation du mois d'août (CPI YoY de juillet à 2,9%) ont confirmé à la banque centrale américaine la nécessité d'une première baisse des taux dès le mois de septembre. En effet, tant les minutes que, plus tard, la réunion de Jackson Hole ont confirmé le changement d'une politique monétaire à amorcer dans les mois à venir. Il restera à déterminer pour les investisseurs si l'économie américaine rentrera en récession ou non. Actuellement, le marché anticipe une baisse de 100pb avant la fin de l'année. Dans ce contexte, le rendement du bon du Trésor américain à 10 ans est passé de 4,03 % à 3,90 %. L'inflation en Europe s'est établie à 2,6% en juillet en ligne avec le consensus et continue son rythme de désinflation. Du côté de l'activité, le secteur manufacturier est toujours en contraction (PMI manufacturier à 43,9 en France, 42,4 en Allemagne et 45,8 en zone Euro pour le mois d'août) mais est compensé par une activité des services boostée par les JO (PMI des services autour de 55,0 pour la France et 53,3 en zone euro) résultant d'un PMI composite autour de 52,7 (vs 49.2 pour le consensus) en France, un plus haut depuis 17 mois. Le spread OAT/Bund s'est maintenu entre 70 et 80bps à la suite des législatives et du démantèlement du gouvernement Attal. Le risque relatif de la dette française reflète une scène politique encore plus fragmentée, entre un bloc de gauche, un contingent du Rassemblement national et ses alliés, et un bloc macroniste. La série d'échanges à l'Élysée dans cette fin de mois aura pour but la nomination d'un Premier ministre qui permettrait d'assurer la stabilité d'un futur gouvernement français. Dans ce contexte la majeure partie des obligations de la zone euro à 10 ans ont vu leurs rendements augmentés, 2,3 bps pour l'Allemagne (2,32%) et 3,6bps pour la France (3,04%). Au Japon, la Boj a surpris les marchés en remontant ses taux directeurs de ce qui a propulsé le yen à l'un de ses niveaux les plus élevés de l'année (144 Yen pour un dollar). Ce mouvement a poussé les fonds spéculatifs à vendre massivement des actifs pour dénouer les opérations de portage financées par des prêts à faible coût au Japon. Ces évènements ont mis en exergue l'impact majeur de la politique monétaire du Japon sur les marchés obligataires mondiaux et les futurs meetings de la banque nippone seront à surveiller de très près.